

DOCTORAATSONDERZOEK - DOCTORATS

FRANCINE BOLLE

La mise en place du syndicalisme contemporain et des relations sociales nouvelles en Belgique (1910-1937)

Thèse de doctorat défendue le 25 septembre 2013, Université libre de Bruxelles, Faculté de Philosophie et Lettres, Section Histoire. Promoteur : Serge Jaumain.

En dépit de son importance dans la formation de la société contemporaine, le syndicalisme apparaît comme l'un des "parents pauvres de l'historiographie en Belgique", déplorait en 1980 Jean Puissant, promoteur initial de notre thèse et qui nous a indéfectiblement accompagné, dans sa réalisation jusqu'à la soutenance publique bien qu'il ait entretemps accédé à l'éméritat.

Pendant longtemps, l'histoire syndicale a été écrite avant tout au rythme des commémorations et des anniversaires. Rédigée par des militants, pour des militants (et affiliés), ses objectifs étaient tout naturellement d'abord militants. Le corollaire de cette histoire syndicale engagée – qui a encore de beaux jours devant elle – est bien la production d'analyses très partielles et, il faut le dire, souvent très partiales de la réalité. Son style, largement "positiviste" privilégie l'action des grands dirigeants syndicaux, le récit lénifiant des luttes victorieuses et la description "en vase clos" des structures syndicales, au détriment d'une analyse des dynamiques sociales et des processus de fond qui ont traversé et influencé l'évolution du fait syndical.

Plusieurs auteurs ont, à partir des années 1960 et surtout des années 1980, entamé une approche scientifique de l'histoire syndicale. Mais, l'ampleur de la tâche historiographique à accomplir (manque d'études systématiques et scientifiques préalables) explique que cette production historique plus récente, plus riche

de perspectives scientifiques, est demeurée largement monographique. Certes, on peut se réjouir des travaux de Rik Hemmerijckx (*VUB*) et de Patrick Pasture (*KUL*) sur les syndicalismes des périodes de la Seconde Guerre mondiale et de l'après-guerre, mais, il s'agit de perles rares.

La présente thèse a pour ambition de contribuer à combler ce déficit historiographique en ce qui concerne l'évolution du syndicalisme belge au cours de l'entre-deux-guerres, période qui nous est apparue essentielle à plus d'un titre dans le processus de mise en place du syndicalisme contemporain en Belgique. Cette période est en effet non seulement marquée par l'avènement d'un syndicalisme de masse, par l'intégration des syndicats dans des nouveaux systèmes de relations industrielles (naissance des premières commissions paritaires), par leur rôle officiel dans la redistribution des secours étatiques de chômage, mais également par une centralisation, une concentration et une rationalisation syndicales accrues. Au-delà de la simple description des faits, il s'est agi d'analyser comment et suivant quelles modalités les diverses composantes du mouvement syndical ont participé à ces transformations sociétales en même temps qu'elles se sont trouvées transformées par elles.

Cette approche globale nous a amenée, dans la première partie de notre thèse, à reconsidérer l'influence particulière du premier conflit mondial sur les évolutions spécifiques du fait syndical, des relations industrielles et des politiques sociales belges au cours des années 1919-1921. Pour évaluer l'ampleur des changements, nous sommes également revenu sur la situation du mouvement syndical belge avant la guerre et sur ses trajectoires

historiques propres. La seconde partie de notre étude est consacrée à l'analyse des processus qui, au cours des années 1918-1920, ont présidé à la mise en place de nouveaux systèmes de relations industrielles en Belgique et au "boom" syndical de l'immédiat après-guerre. Enfin, l'étude des conséquences de l'ensemble de ces évolutions sur la doctrine, l'action et la structuration des organisations syndicales dans les années vingt et trente est l'objet de la troisième et dernière partie de notre travail.

En débutant cette thèse, nous savions qu'il nous faudrait pallier un premier problème : la disparition quasi entière des archives syndicales de l'entre-deux-guerres. Aux causes habituelles de perte et de dispersion des archives du mouvement ouvrier, s'ajoutent en effet les conséquences de la guerre 1939-1945, à savoir des destructions volontaires de documents par les organisations elles-mêmes afin d'éviter qu'elles ne tombent aux mains de l'Occupant et les réquisitions effectives d'archives opérées et transférées par ce dernier à Berlin, avant d'être à leur tour emportées par les Russes à Moscou. Un certain nombre ont été rapatriées à l'AMSAB depuis 2002, mais il s'agit principalement d'archives relatives à la branche politique du mouvement ouvrier socialiste. Pour en avoir fait l'expérience lors de notre mémoire de licence, nous savions cependant que la presse syndicale, de par la régularité et de par les tâches qu'elle remplit – propagande, organisation et information – pouvait nous permettre de plonger au cœur de la vie des organisations. En raison de la faiblesse des autres moyens de communication de masse à l'époque, elle était beaucoup plus abondante qu'actuellement. Nous avons recensé l'existence de plus de 130 titres de journaux professionnels pendant la période de l'entre-

deux-guerres. D'autres sources publiées ont également alimenté nos recherches : les récits "historiques" rédigés par des militants, mais surtout les rapports et comptes rendus des multiples activités syndicales, les manuels de propagande et brochures diverses et, enfin, les séries statistiques des grèves et les informations syndicales publiées mensuellement par le Ministère de l'Industrie et du Travail. L'ensemble de ces sources publiées présentait l'avantage de nous fournir, de manière régulière, des informations de type similaires pour un grand nombre d'organisations (y compris des syndicats minoritaires), rendant ainsi plus aisée la comparaison.

Un des apports essentiels de notre recherche a été de reconsidérer l'incidence de différents types de conflits sur un certain nombre de transformations du mouvement syndical. Les premiers conflits déterminants en ce sens sont sans conteste les conflits sociaux qui s'expriment en grande partie par des grèves : les périodes de fortes tensions sur le plan des relations industrielles sont globalement des périodes d'accélération des changements dans le monde syndical. Bien que ce lien n'ait guère de quoi surprendre, l'étude des évolutions du fait syndical à la lueur du mouvement social des grèves n'avait jamais fait l'objet d'une analyse systématique en ce qui concerne la période de l'entre-deux-guerres. La seconde catégorie de conflits dont nous avons pu mettre en avant l'influence sur la construction du fait syndical belge est celle relevant de la concurrence que se livrent entre elles les organisations syndicales de tendances différentes (socialistes, chrétiennes, libérales, communistes, indépendantes). Avec l'avènement des nouveaux systèmes de relations industrielles, les dirigeants syndicaux vont porter une attention plus soutenue

encore à la croissance des effectifs et au recrutement, puisque ceux-ci ont désormais également pour enjeu l'obtention d'une représentation dans les diverses commissions officielles à participation syndicale. S'ensuit une course au prosélytisme qui se traduit par l'adoption de certaines lignes de conduite (positionnements idéologiques, attention portée aux femmes, aux jeunes) et de modifications des structures syndicales (entre autre, le développement des assurances et des services syndicaux) pour renforcer leur audience vis-à-vis de leurs affiliés ou des affiliés potentiels. Un troisième type de conflits sont ceux qui traversent de l'intérieur les organisations en question. Pendant l'entre-deux-guerres, ils sont particulièrement importants au sein des organisations de tendance socialiste. Pour tenter d'affaiblir ces oppositions et courants autonomistes internes, la Commission syndicale du Parti ouvrier et des Syndicats indépendants (CS) va tenter avec plus ou moins de succès de faire modifier les règlements ou statuts syndicaux, et même prendre des mesures disciplinaires qui iront jusqu'à l'exclusion des militants du Parti communiste de Belgique des postes dirigeants des syndicats (motion Mertens, 1924). Dans notre thèse, nous postulons que l'ampleur des diverses tendances centrifuges traversant le mouvement syndical socialiste a été pour une grande part déterminante dans la faible marge de manœuvre de la CS en matière d'unification et d'homogénéisation des structures syndicales (à l'inverse de ce qui s'observe du côté chrétien et libéral); dans le caractère nébuleux et mouvant de ses doctrines syndicales (contrastant avec le programme sociétal chrétien, clairement défini depuis le haut de la structure syndicale) et enfin dans l'évolution de ses relations avec les autres courants syndicaux (la CS a été

progressivement plus préoccupée de résoudre ses conflits internes que de lutter contre la concurrence des organisations traditionnelles chrétiennes ou libérales). Enfin, la quatrième et dernière grande catégorie de conflits qui a marqué de son sceau la mise en place du syndicalisme contemporain touche aux relations du mouvement syndical avec les autres branches du mouvement ouvrier, à savoir principalement les partis, coopératives et mutualités. On songe par exemple aux modifications intervenues dans l'organisation des caisses syndicales de maladie en fonction des relations entretenues avec les mutualités.

Pour l'étude de l'évolution des relations industrielles, pour l'histoire sociale et l'histoire du mouvement ouvrier en particulier, l'histoire syndicale de l'entre-deux-guerres s'avère d'une richesse extraordinaire. Nous espérons que notre travail est parvenu à mettre en lumière l'intérêt que peut procurer l'analyse de l'activité syndicale de cette période pour la compréhension de la société contemporaine ainsi qu'à ouvrir des pistes pour de futures recherches, notamment pour confronter le cas belge à l'évolution des autres syndicalismes européens et enrichir ainsi la connaissance générale du fait syndical dans sa dimension transnationale.